



## **DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

### **Devant les étudiants de l'Institut National des Sciences appliquées et de Technologie**

**Tunis – mercredi 30 avril 2008**

Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Directeur,  
Mesdames et Messieurs et, si vous me le permettez, chers amis.

En prenant la parole devant vous aujourd'hui, c'est au peuple tunisien tout entier qui nous a si magnifiquement accueilli, que je voudrais m'adresser.

Comment, au milieu de tant de chaleur, entouré d'une jeunesse fervente, désireuse de préparer son avenir, comment ne pas ressentir au plus profond de soi-même que la Tunisie et la France ne sont pas seulement unies par le souvenir du passé ou par des intérêts communs, mais d'abord par les sentiments qu'éprouvent l'un pour l'autre deux peuples qui sont deux peuples fraternels ?

Je quitterai tout à l'heure la terre tunisienne avec la conviction que nos deux nations se comprenant, se respectant et s'aimant sont décidées à regarder l'avenir ensemble.

C'est ce qu'elles ont fait quand elles ont créé ensemble, nos deux nations, cet Institut National des Sciences Appliquées qui est l'une des plus belles réussites de la coopération entre la Tunisie et la France.

Et c'est ce que souhaitent et réalisent demain nos deux nations, à nouveau, avec le projet d'école d'ingénieurs de Bizerte, auquel le Président Ben Ali est si attaché, par la formation, par l'éducation et par le partage. Nous allons construire peuple de la Tunisie, peuple de la France un avenir commun.

Ce fut sans doute le génie du Président Bourguiba et du peuple tunisien que de comprendre avant tout le monde que l'indépendance, l'indépendance de votre pays ne signifiait pas la revanche, mais que l'indépendance signifiait d'abord l'émancipation.

Ce fut le génie du Président Bourguiba et du peuple tunisien que de comprendre que la Tunisie ne serait réellement indépendante que lorsque la résignation, le fatalisme, l'ignorance auraient été vaincues, par l'éducation, par le droit et que lorsque chaque Tunisien serait devenu un citoyen à part entière ayant son autonomie juridique, sa propre faculté de jugement, sa capacité à exercer un métier qui lui permette de vivre dignement, la possibilité d'accéder à la promotion sociale par ses études et par son travail. C'est cela l'émancipation.



Le code du statut personnel, l'éducation, la formation, ce furent les moyens de l'émancipation juridique, économique, sociale, intellectuelle, morale et même spirituelle par laquelle le peuple tunisien est vraiment devenu un peuple libre. On devient libre par l'éducation et la formation. L'ignorant n'est pas libre.

C'est le grand mérite du Président Ben Ali d'avoir continué sur cette voie sans se laisser décourager par les obstacles de toutes sortes. Et je veux le dire ici, sans se laisser intimider, le fondamentalisme qui est notre ennemi commun, par l'obscurantisme, par les fanatiques les fanatismes qui rêvent de quoi ? D'un retour en arrière. Quel retour en arrière ? D'un retour à une situation où la femme et l'homme seraient privés de leur libre arbitre et particulièrement la femme qui serait alors asservie. Cette voie-là, la Tunisie n'en a pas voulu. Et elle a raison. Et c'est pourquoi la Tunisie est un peuple libre.

Alors, tout n'est pas parfait en Tunisie, certes. Tout n'est pas parfait en France non plus, certes également. Beaucoup de choses restent à accomplir, c'est certain, beaucoup de choses restent à améliorer, c'est certain. Et ce n'est pas faire preuve de faiblesse que de le dire quand on est fort au regard de la situation, avec lucidité. Mais je veux le dire aussi parce que je le pense. Quel pays peut s'enorgueillir d'avoir autant avancé en un demi-siècle sur la voie du progrès, sur la voie de la tolérance et sur la voie de la raison ?

En un demi-siècle, voilà ce que le peuple tunisien a réalisé. En un demi siècle, dans le respect de ses croyances et de son identité, la Tunisie, j'ose employer l'expression, est devenue le laboratoire d'une civilisation, une civilisation arabo-musulmane qui démontre qu'on peut respecter son identité et être ouvert, qui s'accorde avec le monde qui l'entoure. La Tunisie n'est en guerre avec personne, qui puise dans la plus belle de ses traditions, celle d'Ibn Khaldoun, celle d'un Islam des Lumières car il y a un Islam des Lumières où la foi et la raison, au lieu de se combattre, se reconnaissent mutuellement et se respectent. Il n'y a pas à choisir entre la foi et la raison. L'Islam des Lumières, c'est bien cela. La conjugaison de ces deux sentiments.

L'émancipation de la femme tunisienne, la constitution d'une vaste classe moyenne fondée sur le mérite, l'émergence d'une élite intellectuelle, scientifique, technique dont la compétence est reconnue dans le monde entier, l'élévation du niveau de vie sont les manifestations les plus visibles de la réussite de la Tunisie qui a compris si tôt qu'elle n'avait comme seule richesse, la Tunisie, que l'intelligence, le cœur et l'âme de ses enfants. Et qu'avec l'intelligence, le cœur et l'âme de ses enfants la Tunisie, elle, pouvait relever tous les défis.

Alors, professeurs, élèves de cette école qui fait honneur à la Tunisie, vous êtes la preuve et c'est une responsabilité pour vous, parce que vous êtes la preuve vivante que cette idée était juste.

Alors, nous le savons bien, rien n'est jamais acquis. Et dans le monde d'aujourd'hui, la barbarie, parce qu'il existe des barbares, de nouveau fait peser sur chacun de nous une menace mortelle et plus qu'un effort constant de chacun sur lui-même. Je veux dire que la civilisation c'est un combat. C'est d'ailleurs une des choses que je crois le plus fortement comme conviction personnelle, c'est que la civilisation n'est pas donnée, c'est un combat des peuples qui veulent être libres. Mais cela se mérite. Le progrès se mérite, la croissance se mérite, la liberté se mérite, la civilisation se mérite. Et c'est un combat noble, c'est un combat juste. Mais c'est un combat tout de même.



Dans ce combat-là, je suis venu dire que la France sera aux côtés de la Tunisie, parce que la France sera toujours dans le camp de l'ouverture d'esprit, de la tolérance et de la raison, parce que ce qu'a entrepris la Tunisie depuis un demi-siècle au sein du monde arabo-islamique, je vais vous le dire, c'est essentiel pour l'humanité tout entière et pas seulement pour vous.

Parce qu'à force de réussite, la Tunisie devient un exemple pour tous les peuples menacés par le fondamentalisme et l'obscurantisme. Et si vous réussissez, vous les Tunisiens, cela voudra dire que l'on pourra, peut-être, éviter le choc des civilisations et la guerre des religions. Voilà ce qui se joue dans de pays de 10 millions d'habitants, la Tunisie au cœur d'une civilisation arabo-musulmane.

Ou vous échouez, et alors tous ceux qui caricaturent l'islam et le monde arabe auront raison et alors personne ne pourra éviter le choc mortel entre l'Orient et l'Occident. Vous échouez et alors le choc des civilisations et la guerre des religions deviendront inévitables.

Voilà pourquoi, oui je le l'affirme, je suis dans le camp des amis de la Tunisie, parce que ce qui se joue ici, est plus important que la Tunisie, est plus important que la France, c'est l'ouverture d'esprit, la tolérance, la foi et la raison. Je voudrais que chacun, à chaque fois qu'il regarde la Tunisie et qu'il la juge -car la Tunisie doit accepter d'être jugée également- garde toujours présente à l'esprit l'importance de ce qui se joue ici.

Sans rien oublier des drames du passé, mais ayant depuis longtemps pansé les blessures qu'ils avaient provoquées, nous avons le devoir de faire de l'amitié entre la Tunisie et la France l'exemple même de ce que peut être une relation apaisée et féconde entre le monde musulman et l'Occident. Voilà, très exactement, le fond du but de ma deuxième visite ici.

Ce que nous avons fait, il faudra le poursuivre, il faudra l'approfondir et le moment est venu de l'étendre à toute la Méditerranée.

Cette relation fraternelle existe entre deux peuples, les nôtres, que l'Histoire aurait pu conduire à se haïr. Il y a des morts entre nous, il y a des zones d'ombre, il y a des moments douloureux. Deux peuples qui ont accompli tant de choses ensemble, ont fini par se comprendre et ont fini par s'aimer. Ce que nous avons fait, nous, les Tunisiens et les Français, nous avons le devoir de le créer autour de la Méditerranée si nous voulons laisser à nos enfants un monde qui ne soit pas un monde de haine ou un monde de violence. Si nous voulons laisser à nos enfants un monde où les héritages des plus belles civilisations du monde ne seront pas anéantis par la barbarie. A quoi sert-il de garder les vestiges de Carthage, cette ville aux multiples visages, si on n'est pas capable, à partir de ce qu'a été votre passé, de bouter hors de votre identité et de votre société, les fanatiques, les obscurantistes et tous ceux qui veulent ne pas respecter la dignité humaine ?

Ce qui se joue en Méditerranée, c'est la survie d'une certaine idée de la personne humaine qui reste vivante dans l'âme et dans le cœur de tous les hommes qui vivent sur le rivage de la Méditerranée et qui ne peuvent s'empêcher depuis 15 siècles de faire le même rêve d'unité. C'est cela qui se joue en Méditerranée.

Cette unité, l'unité de la Méditerranée, l'amitié et la fraternité entre les peuples méditerranéens, nous savons qu'elle ne se fera pas par la conquête, qu'elle ne se fera pas par



la croisade. Avant nous, ils ont essayé dans les deux sens et cela n'a pas marché. Même Hannibal. C'était bien de traverser les Pyrénées et les Alpes avec les éléphants, mais cela n'a pas suffi, et Carla, même Rome, cela n'a pas marché. Ce n'était pas dans le discours, c'est vrai. Cette unité ne se fera donc pas par la domination. Elle ne se fera pas par la force. Cette unité ne se construira pas par la violence. Elle ne se réalisera, cette unité, dont nous avons besoin, vous les Tunisiens, comme nous les Français, comme tous les peuples de la Méditerranée, elle ne sera réalisée que dans la compréhension, dans le respect, dans la solidarité.

En lançant à Barcelone, en 1995, le dialogue euro-méditerranéen, l'Europe a voulu marquer son intérêt pour le Sud, elle avait beaucoup trop longtemps négligé.

Trop longtemps l'Europe a cru que son avenir se jouait au Nord ou à l'Est, ce fut une erreur. Pourquoi Barcelone n'a pas marché ?

Parce que dans Barcelone, tout vient du Nord. Je veux dire du Nord de la Méditerranée. Dans Barcelone, c'est d'abord l'Europe qui décide.

Barcelone, c'est pas mal, parce que c'est la prise de conscience salutaire pour l'Europe qu'une partie de son destin se joue au Sud. Mais Barcelone, c'est une erreur, parce c'est la poursuite du dialogue Nord-Sud tel qu'il s'est instauré après la décolonisation, c'est-à-dire sur la base d'une relation inégalitaire où l'un décide et l'autre reçoit. Voilà pourquoi Barcelone n'a pas fonctionné.

Barcelone, c'est le Nord qui aide le Sud mais Barcelone, je suis désolé de le dire, ce n'est pas le partenariat entre les peuples.

Face au dialogue Nord-Sud qui laissait se creuser dangereusement le fossé entre les deux rives, la France a donc proposé l'idée d'une union entre tous les pays de la Méditerranée fondée sur l'égalité des droits et l'égalité des devoirs. Voilà la nouveauté.

Pendant la campagne présidentielle à Toulon, le soir du second tour alors que je venais d'être élu, puis à Tanger au nom de la France, j'ai donc appelé solennellement tous les Méditerranéens à s'unir pour assumer ensemble, car il s'agit bien de cela, notre part de destinée commune.

J'ai dit ma conviction que cette union ne pourrait réussir que si elle était fondée sur un véritable partenariat avec un partage égal des responsabilités entre le Nord et le Sud.

Cette union, j'ai proposé qu'elle s'organise autour de projets concrets, s'inspirant de la démarche qui fut jadis celle des pères fondateurs de l'Europe. Mais avant qu'on se réconcilie, nous, les Allemands et les Français, on a d'abord fait ensemble le charbon et l'acier. L'Europe était ravagée, on se détestait. Je vous garantis que mon grand père qui m'a élevé et que j'adorais, qui a connu les deux guerres, il n'appelait pas les Allemands, les Allemands. Les Allemands et les Français, avaient besoin de charbon et d'acier pour se reconstruire. Donc, on a dit qu'on allait le produire ensemble. Et puis on a fait l'Euratom, on a fait le marché commun, on a fait la politique agricole commune. Et c'est ce travail en commun qui a créé les conditions de la réconciliation et ce n'est pas la réconciliation qui a créé les projets. Ce sont les projets et le travail en commun qui ont fait la réconciliation. Et c'est une erreur de partir de la réconciliation. Il faut partir des projets. C'est parce que les projets marchent comme cause,



qu'on a comme conséquence la réconciliation. On ne peut pas dire qu'on se réconcilie et on va faire des choses, cela ne marche jamais. Il faut faire et après on a tout le reste qui vient.



L'Union pour la Méditerranée n'a pas la même finalité que l'Union Européenne. Il ne s'agit pas de réaliser l'intégration politique de la Méditerranée mais d'organiser une coopération la plus étroite possible pour fonder les conditions de la réconciliation. Alors je la vois comme une union de projets, une union à géométrie variable où chacun participera comme il le souhaite, où nul ne sera obligé de participer mais où nul ne pourra empêcher ceux qui le veulent d'avancer et d'agir.

A Rome, cette initiative est devenue l'initiative commune de l'Italie, de l'Espagne et de la France. Il y a eu un grand débat. Ce débat, d'ailleurs, est assez salubre. Et franchement, jamais la Méditerranée n'a été autant au centre des préoccupations de l'Europe. Et ce débat, il le fallait d'abord entre Français et Allemands. On a trouvé un accord, chacun faisant un pas vers l'autre. Et finalement, nous sommes arrivés à un partage des responsabilités avec une Union pour la Méditerranée qui aura à sa tête une coprésidence tournante exercée simultanément par un pays de la rive Nord et un pays de la rive Sud, qui incarneront ensemble l'intérêt général de l'Union pour la Méditerranée.

Cette coprésidence sera assistée d'un secrétariat permanent, structure légère, composée à parité de fonctionnaires du Nord et du Sud. Et vous voyez la différence avec le processus de Barcelone, égalité stricte entre le Nord et le Sud.

Pour la France, la refondation de Barcelone doit être accomplie dans l'esprit de la proposition franco-allemande du partenariat.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet, la France exercera la présidence de l'Union Européenne. Le 13 juillet, tous les pays membres de l'Union se retrouveront à Paris avec tous les pays de la rive Sud dont la Tunisie, pour lancer l'Union pour la Méditerranée. Le 13 juillet, c'est une date importante pour tous les peuples de la Méditerranée.

Ce jour-là, pour tous, il s'agira d'être au rendez-vous de l'histoire. Manquer ce rendez-vous historique, ce serait prendre une responsabilité immense vis-à-vis de nos enfants, vis-à-vis des générations à venir. Car il n'y aura pas de sitôt un moment comme celui-là ; un de ces moments rares de l'histoire des peuples qui déterminent l'avenir pour longtemps. Parce qu'il y a des moments dans l'histoire des peuples où tout paraît possible, où tout se joue.

D'ici là, il faudra se mettre d'accord sur les compétences de la coprésidence et du secrétariat. Il faudra désigner les coprésidents. Il faudra choisir le siège du secrétariat et la France propose qu'il soit installé dans un pays du Sud. Il faudra choisir le secrétaire général, le secrétaire général-adjoint.

Et le 13 juillet, on va sélectionner les premiers projets concrets

Ces projets, nous les choisirons ensemble. Moi, je suis pris entre deux feux. J'ai envie de mettre sur la table des idées. Je ne veux pas qu'après on me dise, que la France boucle la discussion avant d'avoir commencé. Vous notez, proposition. Que chacun reste bien calme. On n'impose pas, on propose. On ne s'énerve pas, on explique. Je pense que dans les projets incontournables, il y a d'abord la question du partage de l'eau et de la gestion de l'eau, parce qu'avec l'eau c'est la vie elle-même qui est en jeu. Et tous les pays de la Méditerranée ont un problème avec l'eau.



Il y a ensuite la dépollution de la Méditerranée. Mais faisons un rêve ensemble. Faisons de la Méditerranée la mer la plus propre du monde en donnant une impulsion nouvelle, en fédérant toutes les initiatives qui n'ont pas abouti parce que, jusqu'à présent, la volonté a fait défaut et parce qu'on ne voulait pas vraiment, on n'a pas trouvé l'argent. Ce n'est parce qu'il n'y avait pas d'argent qu'on l'a pas fait, c'est parce qu'on ne voulait pas. Les financements c'est un prétexte à l'impuissance et à l'absence de volonté.

Dépolluer la Méditerranée, c'est vital pour tous les peuples riverains. Alors, saurons-nous dépasser nos antagonismes pour y travailler tous ensemble ? Je propose de faire de la dépollution de la Méditerranée, le plus grand défi de l'Union pour la Méditerranée. Et ceux qui resteront à l'écart porteront une lourde responsabilité dans ce qui serait au bout du compte l'échec de tous, et cet échec serait dramatique. Regardons l'état de la mer d'Aral, terminée, rayée de la carte. Regardons la mer Morte qui perd un mètre de profondeur chaque année. Et regardons la mer baltique et le nombre d'espèces vivantes qui y survivent. Voulons-nous que la Méditerranée connaisse ce même destin ? A quoi cela sert d'être autour de la plus belle mer du monde si les pays riverains ne sont pas capables de prendre les décisions politiques pour en prendre soin. Il ne s'agit pas de parler, il s'agit de faire, maintenant.

Et puis, il y a tant d'autres idées que j'aimerais proposer à cette Union pour la Méditerranée.

Je voudrais proposer un plan solaire méditerranéen pour permettre l'accès à tous de l'énergie tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre qui font peser sur notre planète la menace d'une catastrophe climatique dont les conséquences seraient dramatiques.

Je veux parler de l'accès au nucléaire civil, que la France veut promouvoir. Et pourquoi ne pas réfléchir à la création sur une base volontaire d'une organisation qui faciliterait les transferts de technologies et de compétences nucléaires, qui contribuerait à la gestion des déchets et à la sécurité du nucléaire civil autour de la Méditerranée ?

Je veux parler de la protection du littoral. Et pourquoi ne créerait-on pas, tous ensemble, un conservatoire du littoral méditerranéen ? Est-ce que nos côtes méditerranéennes n'appartiennent qu'à nous, à chaque peuple ? Ou est-ce un bien commun qu'on pourrait gérer et protéger ensemble ?

Je veux parler également des autoroutes maritimes. En Méditerranée, pourquoi ne pas organiser ces autoroutes maritimes qui pourraient relier, entre eux, les grands ports que sont Port Saïd, Le Pirée, Tunis, Alger, Tanger, Barcelone, Marseille ?

Je veux parler de la sécurité maritime et de la volonté de faire de la Méditerranée la mer la plus sûre au monde.

Je veux parler de la protection civile. Nous sommes tous confrontés à des incendies gigantesques. Ne peut-on pas mutualiser nos flottes de Canadair pour, ensemble, nous entraider lorsque nous sommes face à des catastrophes immenses plutôt qu'avoir chacun sa flotte dans son coin, de préférence non interchangeable, et de préférence incompatible avec les autres ?

Je veux parler de l'organisation d'un véritable espace scientifique méditerranéen. Et on pourrait créer un centre méditerranéen de la recherche scientifique qui générerait des équipes,



des laboratoires et des programmes communs, qui mobiliserait les financements, et qui faciliterait la mobilité des chercheurs entre tous les pays de la Méditerranée.

Je veux parler de la coopération universitaire. Et si dans la Méditerranée, nous avons l'ambition de créer des universités communes et des programmes d'échanges d'enseignants et d'étudiants sur le modèle de l'Erasmus ou sur celui de l'accord que viennent de conclure entre



elles les universités de Tunis, les universités d'Aix-Marseille et l'université de Sfax ? Et si tous les étudiants de la Méditerranée avaient le droit d'étudier dans toutes les universités de la Méditerranée ? Vous vous rendez compte ce que cela pourra signifier pour des peuples qui ne se comprennent pas depuis tant d'années ?

Parce qu'on peut faire le tour de la Méditerranée : l'histoire de l'Algérie et la France, les Grecs et les Turcs, les Serbes et les Croates, les Algériens et les Marocains. On peut en faire des histoires, on peut raconter. La Tunisie, non.

On pourrait aussi travailler ensemble à la formation professionnelle dans les secteurs les plus créateurs d'emplois, en s'échangeant les ingénieurs et les techniciens.

Mais on pourrait poser les bases d'une politique de la jeunesse qui développe les rencontres. Je voudrais proposer un Office méditerranéen de la jeunesse qui aurait la même ambition que l'Office franco-allemand de la jeunesse qui marche remarquablement bien et qui à joué, disons les choses comme elles sont, un rôle capital dans la réconciliation entre deux peuples qui s'étaient le plus combattus. Mais imaginez ce que c'est pour nous ? Les Allemands, les Français, on s'est détesté, haï. Il y a eu des invasions. Il y a eu le drame de la Shoah. Et ceux qui nous ont précédés ont eu le génie visionnaire, sur la base de tout cela, de toute cette horreur, de toute cette violence, de créer un office franco-allemand de la jeunesse.

La question qui est posée est : est-ce qu'on est à la hauteur de l'héritage que nous ont laissé les hommes d'Etat qui nous ont précédés ou est-ce qu'on est en dessous ? C'est la seule question qui compte. Et si eux ont réussi à réconcilier les Européens, les Français, les Allemands, pourquoi nous, on ne réussirait pas à réconcilier les peuples de la Méditerranée ? Voilà la grande question qui est posée. Et cela va bien au-delà du nord et du sud, de la gauche et de la droite. Ce n'est pas une affaire d'histoire commune, c'est une affaire d'avenir commun.

Sur les sujets sensibles comme la question de l'immigration, je souhaite qu'on la gère ensemble. Rien en matière d'immigration n'a de sens sans que les pays du Sud y soient étroitement associés, sans que le codéveloppement devienne une réalité. Je n'ai jamais accepté le mythe de l'immigration zéro. Et je n'ai jamais accepté non plus l'ouverture totale, parce que nul pays n'a les capacités d'intégration illimitée. Il y a 450 millions de jeunes Africains, sur votre continent, qui ont moins de 17 ans. Il n'y aura pas de la place pour tout le monde. Il faut donc faire le codéveloppement, aider absolument l'Afrique à s'en sortir, c'est un intérêt vital. Mais on va le gérer ensemble, pas les uns contre les autres. Ensemble, car on ne veut pas piller vos élites. Mais on est bien conscients que c'est de notre intérêt aussi, de former vos élites. La Tunisie a besoin de ses forces vives, mais l'accord qui a été conclu entre la Tunisie et la France est un accord novateur. Au lieu de se renvoyer la balle, de dire : c'est de ta faute, non c'est la mienne, on a décidé de gérer cela ensemble.

Alors, j'espère que vous l'avez compris, l'Union pour la Méditerranée, dans mon esprit est un projet politique parce c'est un projet qui suppose une volonté politique sans laquelle rien n'est possible et c'est un projet qui permettra à la Méditerranée de se libérer de tout ce qui l'empêche de s'élancer vers le futur. Il faut que les sociétés civiles, derrière, relaient la volonté de la société politique. Alors après on me dit : oui à la question des financements. Alors bien sûr, mais à ceux qui pensent au financement, je veux dire de penser d'abord au projet. Je veux dire que dans le monde normal -allez, je vais me faire plaisir- qui n'est pas



celui des administrations, pas celui des bureaucrates, on s'intéresse d'abord au projet. Et c'est parce que les projets sont bons qu'ils suscitent leur financement.

Vous savez, chers amis, si vous cherchez des financements avant d'avoir le projet, vous allez chercher longtemps ! Un bon projet dans la société qui est la nôtre trouve un financement. C'est cela l'inversion. Alors, je crois que, malgré tous les obstacles, nous pouvons réussir. Nos deux rives, Nord et Sud, sont séparées par le plus fort écart de revenus au monde. Il y a 14 km de distance au détroit de Gibraltar mais il y a le plus fort écart de revenus au monde entre la rive Nord et la rive Sud. C'est un fossé qui se creuse et qui porte en lui les drames de demain.

Si nous voulons maintenir le chômage à son niveau actuel sur la rive Sud, il faut, en 15 ans, créer 40 millions d'emplois. C'est cela le défi, pas pour faire reculer le chômage, mais compte-tenu de la pression démographique, pour maintenir le chômage. Est-ce que la rive Sud peut y réussir seule ? Et est-ce que la rive Nord supportera un taux de chômage qui explose ? Vous-mêmes, la Tunisie, avec plus de 6% de croissance l'an depuis 10 ans, vous arrivez à faire reculer le chômage de 0,1 point par an. Il doit être à 14% et vous étiez à 16% il y a une dizaine d'années, un peu plus.

Voilà la réalité des choses. Il faudrait donc que, pour faire reculer le chômage d'un point par an, vous, les Tunisiens, qui avez parmi la croissance la plus forte, il faudrait que vous passiez de 6% de croissance à 8% de croissance. Est-ce que vous allez y arriver seuls ? Et nous, les Français, on a un taux de chômage qui est à 7,5%, le plus bas depuis 25 ans. Mais il faut qu'on gagne, nous aussi, un point de croissance. Vous avez deux points de croissance à gagner et, nous, on en a un. Et le point de croissance, on le gagnera ensemble. On ne le gagnera pas les uns contre les autres, parce que vous vous aurez fait apparaître une classe moyenne qui pourra consommer et produire les produits que nous-mêmes, nous pouvons vendre.

Voilà pourquoi je crois tellement à ce projet de l'Union pour la Méditerranée.

Mais quand vous pensez que l'Europe, ensemble, ne réalise que 2% des ses investissements en Méditerranée, 2%. Je ne veux pas remettre en cause l'élargissement à l'Est. J'étais tout à fait bien sûr d'accord et mes origines... Mais il ne faut pas oublier le Sud. 2% des investissements de l'Europe seulement en la Méditerranée.

J'espère vous avoir convaincu de l'importance pour la France de ce projet.

Et je voudrais terminer en vous disant, que nous avons, nous, les Tunisiens, les Français en commun la francophonie, le français. Je voudrais vous dire que c'est bouleversant pour la délégation qui m'accompagne de vous voir pratiquer, aimer le français et se sentir si proche de vous dans ce maniement de la langue.

Je sais aussi que dans le projet de l'Union pour la Méditerranée, il y a la question d'Israël et il y a la question de la Palestine. Cela ne m'avait pas échappé. Mais moi, je pense que ce n'est pas malgré cette question qu'il faut le faire. C'est justement parce qu'il y a cette question.

De ce point de vue, je veux le dire comme je le pense. Est-ce qu'il n'y a pas eu assez de souffrances entre les Palestiniens et les Israéliens pour que cela continue ? A eux qui me disent qu'il faut attendre. Ils veulent attendre quoi ? Encore des morts, encore des guerres, encore des incompréhensions, encore du sous-développement ? Parce que cette question-là,



Israël et la Palestine, pèse sur l'ensemble du monde arabe. Je pense qu'il y a d'autres questions beaucoup plus fondamentales, le chômage, la formation.



Il n'y a pas de raison d'attendre, parce que de toute manière, on connaît bien la solution. Il faut un Etat moderne, démocratique, viable pour les Palestiniens. Et jamais on ne trouvera la solution si on ne reconnaît pas cela. Et j'irai le dire en Israël, au mois de juin prochain. C'est incontournable. La garantie de la sécurité d'Israël, c'est qu'Israël ait à ses frontières un Etat viable, un Etat démocratique, un Etat moderne, un Etat ou il y aura la Cisjordanie et Gaza. On ne peut pas construire un Etat palestinien sans Gaza. C'est la raison pour laquelle je soutiens de toutes mes forces le Président de l'Autorité palestinienne, pour l'aider à développer, à donner un emploi, une formation. Car, après tout, les enfants palestiniens doivent avoir les mêmes aspirations que les enfants tunisiens. Et les enfants tunisiens ont les mêmes aspirations que les enfants français. Ils veulent une bonne formation, un bon métier, une belle famille et la possibilité de faire la promotion sociale.

Ce sont des valeurs qui ne sont pas ses valeurs occidentales ou orientales. Elles ne sont pas palestiniennes, françaises ou tunisiennes. Et donc, il faut leur garantir cela. Mais, en même temps, je le dis ici, dans un pays arabe, la France ne transigera pas avec la sécurité d'Israël.

Parce qu'il y a eu la Shoah, parce qu'il y a eu l'histoire du XXème siècle et parce que c'est un fait politique majeur.

De la même façon, j'ai dit à nos amis israéliens qu'il fallait mettre un terme à la colonisation qui ne renforçait pas l'intérêt d'Israël.

Je sais parfaitement que tout ceci est en arrière-plan de l'Union pour la Méditerranée. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'agir. Cela doit nous encourager à agir. Parce que tous ceux qui nous ont précédés, ils ont échoué à faire la paix. Et tous ceux qui nous disent qu'il faut attendre, sont des fatalistes. Parce que le temps travaille contre la paix. Et parce qu'il y a eu trop de souffrance, il est temps de mettre un terme à toute cette souffrance.

Alors, Français et Tunisiens, faisons nôtre ce grand rêve méditerranéen qui attend depuis des siècles qu'une jeunesse à la hauteur de son histoire s'en empare et le réalise.

Vous voulez la paix, vous voulez la justice, vous voulez le développement, vous voulez la culture, vous voulez la liberté. Vous avez un idéal.

Je suis convaincu que la jeunesse tunisienne et la jeunesse française qui partagent tant de valeurs et tant de rêves, si elles unissent leurs efforts, peuvent bâtir un monde de paix et de stabilité.

Et je suis convaincu que la jeunesse tunisienne et la jeunesse française peuvent entraîner toutes les autres jeunesses d'Europe et de la Méditerranée pour que cette Union devienne une réalité. Et je vous fais une promesse, c'est que si l'Union pour la Méditerranée devient une réalité, cette union, elle changera le monde.

Mes chers amis,

Vive la Tunisie !

Vive la France !

Et vive l'amitié entre le peuple tunisien et le peuple français.